

[EN CLAIR]

**COSTA RICA : UN CONTRE-MODÈLE QUI DÉFIE LES
LOGIQUES DE PUISSANCE ?**



Par Louis Eustache

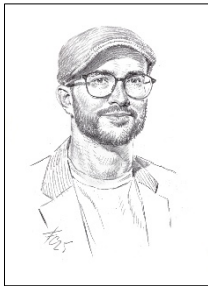


**LES JEUNES
IHEDN**

À PROPOS DE L'ARTICLE

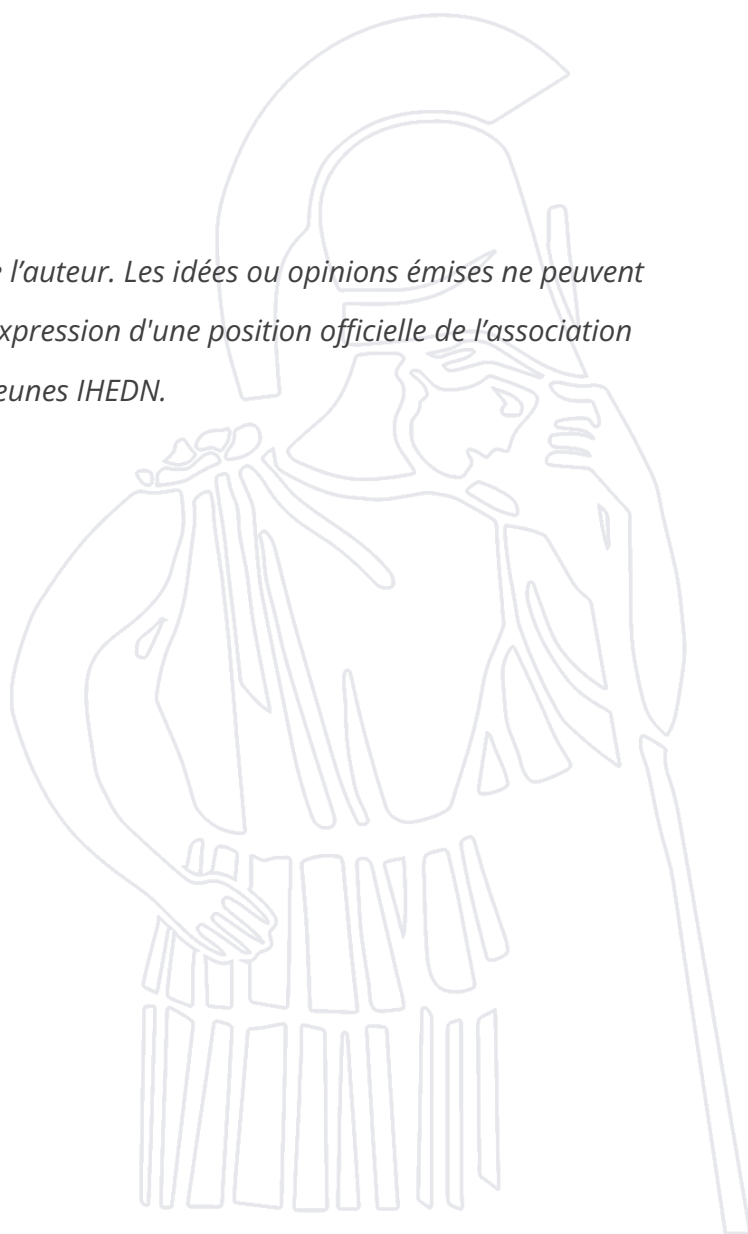
À contre-courant d'un ordre international régi par les rapports de force, le Costa Rica fait figure d'exception. Petit État d'Amérique centrale, il a fait le choix radical d'abolir son armée en 1949, à la suite d'une guerre civile. Depuis, il mise sur la diplomatie et la neutralité pour garantir sa sécurité. Un pari audacieux mais qui interroge : un pays peut-il raisonnablement assurer sa souveraineté sans force armée, compte tenu des menaces hybrides qui pèsent sur les États ?

À PROPOS DE L'AUTEUR



Membre du comité Amériques, **Louis Eustache** considère que voyager façonne notre compréhension du monde. Ses séjours de l'autre côté de l'Atlantique ont renforcé sa sensibilité aux enjeux géopolitiques et sécuritaires du continent. Passé par différents groupes de presse, il a exercé des fonctions de chef de projets et de contributeur au sein de médias de premier plan. Ses collaborations incluent le ministère des Armées (événement « La Fabrique Défense »), ainsi que des publications telles que *Le Point* et *20 Minutes*. Dans le cadre de ses travaux journalistiques, il a interviewé des personnalités comme le fils de Pablo Escobar, des membres de la communauté Amish, ou encore des acteurs américains.

Ce texte n'engage que la responsabilité de l'auteur. Les idées ou opinions émises ne peuvent en aucun cas être considérées comme l'expression d'une position officielle de l'association Les Jeunes IHEDN.



Niché entre le Nicaragua au nord et le Panama au sud, bordé par la mer des Caraïbes à l'est et l'océan Pacifique à l'ouest, le Costa Rica est une nation d'Amérique centrale d'un peu plus de cinq millions d'habitants. Dans une région marquée par l'histoire des dictatures militaires, des guerres civiles et d'une instabilité chronique, ce pays occupe une place à part. Alors que ses voisins ont longtemps entretenu des forces armées puissantes ou été le théâtre d'interventions étrangères, le Costa Rica a opté pour une trajectoire singulière. Dès 1949, il a aboli son armée, rompant avec les logiques traditionnelles de souveraineté fondée sur la puissance militaire. Ce changement de paradigme a façonné tout un modèle d'État, centré autour du droit, de la diplomatie et de l'éducation. Mais dans un climat de tensions internationales croissantes, cette voie reste-t-elle tenable ?

Une neutralité inscrite dans l'histoire de la Constitution

COSTA RICA : EN QUOI CONSISTE LA "NEUTRALITÉ PERPÉTUELLE" ?

Proclamé en 1983 et inscrit dans la constitution, le principe de neutralité perpétuelle formalise l'engagement pacifiste du pays.

- PAS D'ALLIANCE MILITAIRE**
Le Costa Rica s'engage à ne pas rejoindre des organisations militaires telles que l'OTAN ou des pactes de défenses régionaux.
- SÉCURITÉ SANS ARMÉE**
Le pays ne dispose pas de forces armées permanentes et confie la sécurité intérieure à une police civile.
- AUCUNE BASE ÉTRANGÈRE**
La Constitution empêche toute installation de troupes ou d'infrastructures militaires d'États tiers sur son territoire.
- PRIORITÉ À LA MÉDIATION**
Le Costa Rica privilégie la médiation, les recours juridiques internationaux et la coopération multilatérale pour régler les conflits.
- PROMOTION DE LA PAIX**
Le pays soutient activement les initiatives de désarmement, de droits humains et de règlement pacifique des différends.

Infographie : Louis Eustache - Les Jeunes IHEDN

En 1948, une guerre civile d'un mois éclate après que le gouvernement sortant annule les résultats de l'élection présidentielle, officiellement pour irrégularités. À l'issue du conflit, le chef des forces armées, José Figueres Ferrer, prend le pouvoir. Il entreprend une réforme profonde et abolit l'armée nationale. Cette abolition devient définitive avec la promulgation de la Constitution de 1949. Il s'agit d'un geste politique fort, qui vise à éradiquer la militarisation de la vie publique et à empêcher toute tentative de coup d'État dans l'avenir. Plus encore, cette orientation est consolidée en 1983 par une proclamation de neutralité permanente¹, inscrite dans le droit national. Le Costa Rica s'engage alors à ne pas participer à des alliances militaires, à refuser l'installation de bases étrangères permanentes sur son

¹ CESPEDS, William. « Costa Rica declares neutrality ». *UPI* [en ligne], 18 novembre 1983 [consulté le 30/04/2025]. Disponible sur : <https://www.upi.com/Archives/1983/11/18/Costa-Rica-declares-neutrality/4725437979600/>.

territoire et à promouvoir activement la résolution pacifique des conflits. Cette neutralité n'est pas passive : elle est revendiquée, projetée à l'échelle internationale, autour de principes éthiques clairement affirmées. Ce cadre a permis au pays de construire une image forte : celle d'un État pacifique, stable, respectueux des droits de l'homme et des normes internationales. L'absence d'armée a permis une redistribution massive des ressources publiques vers les secteurs sociaux, en particulier l'éducation et la santé².

Un modèle à rebours de ses voisins

Si le modèle costaricien fascine autant, c'est aussi parce qu'il contraste fortement avec le reste de l'Amérique centrale. Dans les décennies qui ont suivi l'abolition de son armée, ses voisins immédiats ont été touchés par des conflits armés dévastateurs. Le Nicaragua a connu la révolution sandiniste et des décennies de tensions politiques. Le Salvador et le Guatemala ont traversé des guerres civiles sanglantes. Le Honduras, quant à lui, est longtemps resté sous l'emprise de gouvernements militaires. Aujourd'hui encore, plusieurs de ces pays maintiennent des forces armées puissantes et sont confrontés à une violence endémique, notamment alimentée par le gang des « Maras »³. À contre-courant de cette dynamique régionale, le Costa Rica a réussi à construire un État stable, démocratique et relativement prospère, fondé sur l'éducation et la médiation internationale plutôt que sur la force coercitive.

Une dépendance assumée... mais risquée

Cependant, cette neutralité repose sur un certain nombre d'équilibres extérieurs. Le Costa Rica n'a pas de système de défense propre capable de répondre à une menace militaire conventionnelle. Il compte sur ses forces de police, bien équipées mais limitées,

²UNESCO. « Abolition of the Army of Costa Rica ». *UNESCO* [en ligne], sans date [consulté le 30/04/2025]. Disponible sur : <https://www.unesco.org/en/memory-world/abolition-army-costa-rica>.

³HUMAN RIGHTS WATCH. « Honduras ». *World Report 2021* [en ligne], 2021 [consulté le 02/05/2025]. Disponible sur : <https://www.hrw.org/world-report/2021/country-chapters/honduras>.

pour assurer la sécurité intérieure. En cas de crise majeure, sa protection dépend largement de sa proximité stratégique avec les États-Unis. Cette dépendance sécuritaire, bien que jamais officiellement formulée, se manifeste de plusieurs manières. Les relations bilatérales avec Washington incluent un partenariat dans la lutte contre la criminalité organisée. Le pays reçoit des aides techniques, logistiques et financières dans le cadre du programme CARSI (*Central America Regional Security Initiative*)⁴. Le Costa Rica participe également à certaines initiatives régionales de sécurité coordonnées par la *Joint Task Force-Bravo*⁵ qui opère depuis la base de Soto Cano (Palmerola) au Honduras. Mais cette situation pose une question essentielle : que se passerait-il si les États-Unis modifiaient leur doctrine stratégique ou décidaient de réduire leur présence en Amérique Centrale ? L'imprévisibilité de l'administration américaine actuelle, qui affiche une tendance au désengagement, accentue cette incertitude. Le modèle costaricien dépend en partie de volontés extérieures, ce qui fragilise son autonomie. En renonçant à la puissance militaire, le pays s'expose à devoir déléguer une partie de sa sécurité, sans toujours maîtriser les conditions de cette délégation.

Un territoire pacifique mais pas épargné par les menaces

Depuis une quinzaine d'années, le Costa Rica est confronté à l'essor du narcotrafic. Sa position géographique en fait un point de passage stratégique entre les pays producteurs d'Amérique du Sud et les marchés nord-américains. Faute de contrôle militaire des frontières, le pays devient une plaque tournante pour les trafiquants, malgré les efforts de sa police et de sa douane. En 2023, le pays a enregistré un pic de 907 homicides, soit 17,2 pour 100 000 habitants. Ces chiffres alarmants traduisent l'ancrage des réseaux

⁴ MEYER, Peter J. « U.S. Foreign Assistance to Latin America and the Caribbean: FY2025 Appropriations ». *Congressional Research Service* [en ligne], 14 janvier 2025 [consulté le 02/05/2025]. Disponible sur : <https://www.congress.gov/crs-product/R48266>.

⁵ JOINT TASK FORCE BRAVO. « JTF-Bravo conducts interoperability training with Costa Rican partners ». Joint Task Force Bravo [en ligne], 30 juin 2021 [consulté le 02/05/2025]. Disponible sur : <https://www.jtfb.southcom.mil/Media/Article/2678380/jtf-bravo-conducts-interoperability-training-with-costa-rican-partners>.

criminels dans certaines régions, en particulier sur les côtes. Le gouvernement a répondu en renforçant les effectifs policiers et en lançant des programmes de prévention dans les zones à risque. Mais l'absence d'armée limite sa capacité à intervenir de manière musclée dans certaines zones sensibles. À cela s'ajoute un risque grandissant sur le plan numérique. Les attaques informatiques visant les institutions publiques et les entreprises du secteur énergétique se sont multipliées. En 2022, une attaque du groupe Conti a paralysé le ministère des Finances ⁶, affectant l'ensemble du fonctionnement administratif. Selon l'OCDE, le pays demeure insuffisamment préparé face à ces menaces⁷. La création d'une agence nationale de cybersécurité est en cours pour y remédier⁸, mais les moyens restent modestes.

La frontière nord : une zone d'insécurité

La neutralité du Costa Rica n'a pas toujours suffi à désamorcer les tensions régionales, en particulier avec son voisin du nord, le Nicaragua. La frontière entre les deux pays, longue de plus de 300 kilomètres, constitue une zone sensible, théâtre de conflits territoriaux persistants. Le plus emblématique reste celui du fleuve San Juan : en 2010, une intervention militaire nicaraguayenne dans la zone marécageuse d'Isla Calero déclenche une crise diplomatique majeure. Incapable de répondre par la force, le Costa Rica choisit alors de saisir la Cour internationale de Justice de La Haye et obtient gain de cause en 2015⁹. Cet épisode met en évidence l'efficacité de sa stratégie juridique, mais aussi ses limites : dépourvu de moyens militaires de protection immédiate, le pays reste vulnérable aux situations imposées par d'autres acteurs sur le terrain. La gestion des frontières

⁶ BURGESS, Matt. « Conti's Attack Against Costa Rica Sparks a New Ransomware Era ». *Wired* [en ligne], 12 juin 2022 [consulté le 02/05/2025]. Disponible sur : <https://www.wired.com/story/costa-rica-ransomware-conti/>.

⁷ SABIN, Sam. « U.S. grants Costa Rica \$25M to bolster cybersecurity efforts ». *Axios* [en ligne], 29 mars 2023 [consulté le 03/05/2025]. Disponible sur : <https://www.axios.com/2023/03/29/us-government-costa-rica-ransomware-recovery>. OCDE.

⁸ « Études économiques de l'OCDE : Costa Rica 2023 (version abrégée) ». OCDE [en ligne], 6 février 2023 [consulté le 03/05/2025]. Disponible sur : https://www.oecd.org/fr/publications/etudes-economiques-de-l-ocde-costa-rica-2023-version-abregee_36c4db42-fr.html.

⁹ « Certaines activités menées par le Nicaragua dans la région frontalière (Costa Rica c. Nicaragua) ». *Cour internationale de Justice* [en ligne], 18 novembre 2010 [consulté le 03/05/2025]. Disponible sur : <https://www.icj-cij.org/fr/affaire/150>.

repose aujourd'hui sur la police civile et les services de renseignement, mais le contrôle effectif reste complexe dans les régions les plus reculées, parfois infiltrées par les trafiquants ou sujettes à des mouvements migratoires incontrôlés.

Une influence internationale par la diplomatie et l'écologie

Pour compenser ces vulnérabilités, le Costa Rica s'appuie sur une diplomatie active, multilatérale, et cohérente avec ses principes. Le pays accueille la Cour interaméricaine des droits de l'homme, s'affirme dans les grandes conférences climatiques et s'est engagé très tôt dans le désarmement nucléaire. Il joue régulièrement le rôle de médiateur dans les conflits régionaux, comme sous la présidence d'Óscar Arias Sánchez, prix Nobel de la paix en 1987¹⁰. En parallèle, il mise sur un soft power écologique qui lui vaut une reconnaissance mondiale. En protégeant plus de 25 % de son territoire, en produisant près de 94 % de son électricité à partir de sources renouvelables¹¹, et en développant un écosystème d'écotourisme exemplaire, le Costa Rica transforme l'environnement en levier de rayonnement international. Ces efforts lui ont valu plusieurs distinctions, dont celle de « Champion de la Terre » décernée par l'ONU¹².

Conclusion

L'abolition de l'armée en 1949 répondait à un objectif clair : empêcher toute dérive autoritaire et ancrer durablement le pays dans une trajectoire pacifique. De ce point de vue, le Costa Rica peut revendiquer un succès. En Amérique latine, rares sont les nations qui peuvent se targuer d'une telle continuité démocratique. Le choix de réaffecter les

¹⁰ « Óscar Arias Sánchez – Facts ». *Nobel Prize* [en ligne], sans date [consulté le 04/05/2025]. Disponible sur : <https://www.nobelprize.org/prizes/peace/1987/arias/facts/>.

¹¹ « Costa Rica's leadership in renewable energy: a model to follow ». *Renovables Verdes* [en ligne], 17 juin 2023 [consulté le 04/05/2025]. Disponible sur : <https://en.renovablesverdes.com/costa-rica-produce-casi-el-100-de-energia-renovable/>.

¹² « Le Costa Rica est nommé Champion des Nations Unies pour la Terre pour son rôle de pionnier dans la restauration de l'environnement ». *UNFCCC* [en ligne], 20 septembre 2019 [consulté le 04/05/2025]. Disponible sur : <https://unfccc.int/fr/news/le-costa-rica-est-nomme-champion-des-nations-unies-pour-la-terre-pour-son-role-de-pionnier-dans-la>.

budgets militaires a permis d'investir massivement dans l'éducation, et de faire du Costa Rica l'un des plus avancés de la région en la matière. Mais même en l'absence d'ennemis extérieurs majeurs, le pays se trouve aujourd'hui confronté à plusieurs défis : hausse du taux d'homicides, pression migratoire croissante, développement du narcotrafic. Ces tensions internes soulignent les limites d'un modèle fondé sur la sécurité civile et la coopération internationale. De plus, sa dépendance stratégique vis-à-vis des États-Unis accroît cette vulnérabilité. Reconnu mondialement pour sa neutralité, le Costa Rica est pionnier d'une autre logique de puissance. Son avenir dépendra de sa capacité à renforcer sa sécurité intérieure et à maintenir une diplomatie agile pour préserver son modèle unique, sans trahir l'esprit qui l'a fait naître.





LES JEUNES
IHEDN

publication@jeunes-ihedn.org